

Les rythmes de vie des enfants, objet d'étude et source de conflits

[illegible]

Diverses sources enfin, au Japon, comme à Hongkong, ont fait état, ces derniers mois, d'un programme chinois de vol spatial habité. La question qui se pose est de savoir si, comme le suggèrent les récentes informations de la presse chinoise, de tels vols sont imminents.

La Chine a déjà lancé huit satellites artificiels (le dernier en janvier 1978) et elle en a récupéré trois. On sait que certains de ces satellites peuvent servir 2 tonnes de matériel scientifique. Ce programme, tout d'abord, vise à ce que la Chine sera très prochainement en mesure de réaliser un vol orbital habité.

Si la conquête de l'espace d'aujourd'hui doit contribuer à l'union des hommes, elle doit être faite avec les autres grandes puissances mondiales — et si possible, avec toutes. C'est pourquoi Pékin dans une position plus favorable à l'égard de ses voisins, ne peut pas se résoudre à un problème de politique internationale qui ne peut être résolu que par tous les pays de la population chinoise, que Chou En-lai au milieu des années 60 avait qualifiée de « population à problèmes ». Les problèmes de la Chine prioritaire devaient maintenant être d'un pays encore largement sous-développé et où le malnutrition, la maladie, la pollution et les éléments naturels n'est encore assués que de manière très incomplète. Les problèmes de la Chine aujourd'hui entre les milliards investis dans les fusées et les satellites artificiels, les millions d'habitants chinois, encore insouffrants d'assurer la subsistance qu'ils ont besoin de pour vivre. Les millions de gens malades et où les problèmes de la Chine prioritaire sont mortels. Arrivent toujours les problèmes connus par les plaques de la Chine, les problèmes de la Chine, les problèmes de la Chine.

glise elle-même. L'important
est d'indiquer la voie « sans agres-
sivité et sans défiance ».

difficultés actuelles et peut faire,
lui aussi, sa propre critique.

HENRI FESQUET.

FOOTBALL

Le championnat de France de football reprend en première division le 17 septembre. Les équipes seront réparties en cinq séries, réparties à leur tour en deux groupes, soit par conséquent dix groupes. Les équipes seront réparties en cinq séries, réparties à leur tour en deux groupes, soit par conséquent dix groupes.

GÉRARD ALBOUY.

D'IN'SPORT A L'AUTRE

SECL. — Moins d'une semaine après sa victoire à Kitzbühel (Autriche), le Canadien Scott Read a été élu vendredi 18 janvier à Wengen (Suisse), la première descente du Leukerhorn, en devant les deux Autrichiens, Josef Walchener 3/100 de seconde, et Peter Schusterberger 2/100. Le jeune Pugnani, le premier Français, a terminé vingt-sixième à 3 sec. 38/100. Au classement de la Coupe du monde d'Autriche, Wenzel, du Liechtenstein, prend le premier et le Suédois Ingemar Stenmark et le Yougoslave Boran Stijak.

TENNIS. - L'indien Vijay Amarnath a été le grand surprise du tournoi de Wimbledon, vendredi 18 janvier, en s'imposant à Birmingham (Alabama), doté de 175 000 dollars de prix, en battant l'Américain Vitas Gerulaitis par 6-0, 6-1. Il sera opposé en 1/8e finale à l'Américain Eliot Teltscher, vainqueur du Britannique Buster Mottram, par 7-6, 6-3. L'autre demi-finaliste muniésien sera le joueur américain Jimmy Connors, qui a battu son compatriote Eddie Dibbs par 6-2, 6-2. Et Butch Walitz, qui a éliminé le Normand René Manassès, sera opposé à l'Américain Patrick Proisy, s'est qualifié pour les demi-finales du tournoi de Guarayá (Brésil) en battant l'Espagnol José Higueras par 6-0, 6-1. Il affrontera l'Américain Bob Lutz.

convaincus de quelques
amis en France.

MENACÉS D'ASPHYXIE FINANCIÈRE

Les centres de santé vont-ils disparaître ?

Plusieurs organismes représentatifs (1) de la grande majorité des neuf cents centres de santé (médicaux et dentaires) à but non lucratif ont, à nouveau, lors d'une conférence de presse réunie à Paris le 17 janvier, manifesté leur inquiétude quant à l'avenir de leurs structures. Cet avenir est compromis, estiment ces organismes, par de sérieuses difficultés financières.

Les gestionnaires et les médecins des centres réclament la suppression des abatements de tarifs, qui s'élèvent de 7 à 25 % par rapport à la tarification des médecins libéraux, et la prise en charge des frais de gestion du tiers payant, qui représente 5 à 7 % du budget de ces établissements. En outre, ces praticiens réclament :

- des honoraires plus élevés ;
- des salaires, ils ne sont pas rémunérés à l'acte.

La clientèle de ces centres dispose plus souvent de revenus modestes. Nous avons une enquête réalisée en 1977 sur 100 centres de la Croix-Rouge française, 40 % environ des consultants étaient des personnes âgées, et 25 à 30 % des immigrés ou des

cesse solennelle que la nouvelle organisation nationale entre des médecins et des laïcs, dans la région-malade, actuellement en crise, a été faite, au sein d'un réel pluralisme des conditions d'exercice fondé sur le libre choix de la profession.

La crise des centres de santé n'est pas récente. C'est après la guerre, entre 1945 et 1960, qu'on est le plus frappé par la dégradation des centres de soins dans les grandes villes et les banlieues, par la disparition de structures médicales.

On observe, cependant, des phénomènes d'adaptation des structures existantes. Les préceptes actuellement, les centres de santé vivent en fait, dans une certaine mesure, l'organisation sanitaire du pays, plus proche de patients et moins éloignée des centres de soins, tendent tendent à prendre la place des structures intermédiaires que la médecine intermédiaire n'est pas. Ils cherchent à apporter leur aide à la proximité de la domicile, la proximité de l'hôpital à un moindre coût pour la collectivité.

Ces structures intermédiaires — alors que l'hôpital en plateau est en train de disparaître — vont être réservées aux problèmes les plus graves et les plus complexes, et les soins de routine seront confiés à des centres de soins fonctionnant à l'échelle communale. Cette répartition des tâches revêt une importance considérable pour la santé publique, car elle permet de faire passer de la médecine curative à la médecine préventive. Là-dessus, les pouvoirs publics ne semblent pas actuels. Ils ont l'impression de vouloir engager une réforme et s'en

D'entreprises.
Depuis 1980, ces créations sont beaucoup plus nombreuses qu'il y a 20 ans et la Sécurité sociale ne leur accorde d'aide financière. De plus, les médecins exerçant de médecine ont obtenu de la Sécurité sociale l'attribution d'un revenu mensuel de 100 millions de francs pour de telles créations. Or, depuis plus de dix ans, la nombre de centres de santé régresse, malgré un intérêt grandissant des jeunes praticiens pour ce mode

favorisé jusqu'à présent l'occupation dans la politique et l'économie libérale conservatrice.

Dr Ph. L.

(1) Comité de l'histoire et de diffusion des dispensaires et des centres de santé à bon marché. Fédération française des médecins généralistes, Union Croix-Rouge française, Union nationale des médecins, associations d'organismes privés sanitaires et sociaux.

● Le prix du comté de la Ville de Paris de la Ligue nationale contre le cancer — d'un montant de 30 000 francs — a été remis le 15 janvier, au docteur Wolf H. Fridman (Institut de recherche oncologique sur le cancer, Villejuif).

Le docteur Fridman travaille depuis 1956 à l'étude des perturbations : immunologiques qu'en-

DESTINÉ AUX TRAVAILLEURS AFRICAINS A PARIS

Le centre médico-social Bossuet a fermé ses portes

Le centre Bessuet, seul établissement médico-social fonctionnant à Paris — depuis quinze ans — au profit des travailleurs africains, vient d'être fermé à la suite de difficultés financières. Le ministère de la santé a, à la fin de la semaine dernière, renoncé à apporter une aide à l'établissement de la rue Bessuet (10^e arrondissement). Le ministère souhaiterait que le bureau d'aide sociale de Paris puisse reprendre, dans d'autres structures, la fonction d'accueil social que remplissait de façon originale le centre Bessuet.

Un comité pour la survie de ce centre, appuyé par de très nombreuses associations africaines et des groupes de solidarité avec les travailleurs immigrés, organise le samedi 19 janvier, 14 h. 30, à la Bourse du travail, une réunion pour demander la réouverture du centre. Le parti socialiste et le parti communiste appuient ces initiatives.

Deux, officiellement, la dissolution des aides du Fonds d'action sociale, les A.S., épiscopaux et diocésains, et la suppression de la C.E.S. (Comité d'Etudes Sociales) du *Monde* du 20 octobre 1977. Ces deux décisions ont financé les activités sur la base d'un principe simple : tout ce qui depuis deux ans a limité aux A.S. et à la C.E.S. a été réinvesti dans les missions sociales : traditionnelles (secours aux réfugiés, aux handicapés, aux personnes âgées) et nouvelles (la lutte contre le sida, la lutte contre l'immigration, etc.).

Le professeur Marc Mathini qui, jusqu'à présent, avait dirigé la C.E.S., a été nommé directeur de l'administration, estime : « L'objectif principal centre sur la formation des personnes, la lutte contre les causes matérielles, or les besoins matériels ; la lutte contre les causes spirituelles, or les besoins spirituels ; la lutte contre les causes sociales, or les besoins sociaux ; la lutte contre les causes politiques, or les besoins politiques ; la lutte contre les causes religieuses, or les besoins religieux ; la lutte contre les causes de la femme et la lutte contre les causes de la santé ». Les A.S. et la C.E.S. ont été supprimées, a-t-il conclu.

[illegible]

«...gratuite — chez l'homme — le développement des processus cancéreux ? Il nous faut donc parvenir à mettre en évidence l'existence d'une certaine variété de morphologie (sans parler de la couleur blanche) capable de dériver certaines cellules cancéreuses. Après avoir purifié cette variété de cellules, il nous faut établir leur classification.

NICOLAS BEAU.

RELIGION

L'ensemble a comme thème central
les véritables valeurs de la vie.

Floride! Caraïbes!
Le chaleureux hiver des vacances
National Airlines.

Cet hiver, National Airlines vous propose des vacances dans le Sud des États-Unis et aux Caraïbes à des prix surprenants. Bronzerez en Floride n'est plus réservé à une élite. A vous Miami Beach, les grandes avenues bordées de palmiers, les hôtels luxueux semblables à des gratte-ciel, les longues plages de sable fin ! A vous la Floride, pays du soleil et des oranges, le long du bleu intense de l'Atlantique et du Golfe du Mexique ! Ou bien encore, partez à la découverte du royaume magique

de Disney World à Orlando, pays des merveilles où vous avez rendez-vous avec votre enfance. Faites la pittoresque expérience de la Nouvelle-Orléans, berceau du jazz et de la cuisine créole. Rendez-vous dans les vieilles rues de Jackson Square, faites la fête à Bourbon Street... Gagnez les Caraïbes, délectez-vous bordage dans les îles qui fleurissent bon le sucre et la cannelle. Haïti, Porto Rico, les Bahamas...

Miami. Une semaine à partir de

3745 francs
Ce prix comprend:
- Le transport aérien aller-retour Paris/Miami en vol régulier...
- le logement à l'hôtel Allison, situé au bord de la plage, pendant 7 nuits en chambre de quatre personnes avec bains (4240 francs en chambre à deux),
- les taxes et le service à l'hôtel,
- l'accueil à l'arrivée et le transport de l'aéroport à l'hôtel (non compris: taxe d'aéroport de 15 francs).

Les Caraïbes. Abordez dans les îles des mers chaudes.

Hâti! à votre portée: la manière la plus pratique et la plus représentative d'y aller vous est proposée.
Formule "avion-auto" pour découvrir l'île tout à la fois.
Séjours en hôtel à Port-au-Prince et en province haïtienne, à Jacmel, au Cap Haïtien, à Cormier.

- Porto Rico. Séjours hôtel à San Juan.
- Les Bahamas. Séjours hôtel à Nassau, Paradise Is.
- La République Dominicaine. En extension au départ de San Juan ou de Port-au-Prince.

Nouvelle Orléans. Une semaine à partir

de 425 francs
Ce prix comprend :

- Le transport aérien aller-retour Paris/Nouvelle Orléans en vol régulier,
- le logement à l'hôtel Marriott en chambre de quatre personnes avec bains pendant 7 nuits (5245 francs en chambre à deux),
- les taxes et le service à l'hôtel,
- l'accueil à l'arrivée et le transport de l'aéroport à l'hôtel (non compris : taxe d'aéroport de 15 francs).

Orlando Disney World. Une semaine à partir de 4015 francs*

Ce prix comprend :

- le transport aérien aller-retour Paris/Osaka en vol régulier ;
- le logement à l'hôtel Holiday Inn South à 10 minutes de Disney World, en chambre de quatre personnes avec bains pendant 7 nuits (4365 francs en chambre à deux) ;
- les taxes et le service à l'hôtel ;
- l'accueil à l'arrivée et le transport de l'aéroport à l'hôtel (non compris : taxe d'aéroport de 15 francs).

NATIONAL AIRLINES

Pour plus de détails sur les vacances National Airlines
hiver 79-80, deux brochures en couleur sont à votre
disposition: "Soleils d'Amérique" et "Florida Sunshine".
Demandez-les à votre agent de voyage ou retournez
le coupon ci-contre à National Airlines
90 Champs-Élysées, 75008 Paris.

LC718

Volez sur National Airlines
le sourire de l'Amérique

Sitges de National Airlines Inc. Ést de Florida, U.S.A.

Le Monde

régions

Rhône-Alpes

Le conseil général de l'Ain examine le projet d'assainissement de la région de la Dombes

Bourg-en-Bresse. — Le conseil général de l'Ain se réunira samedi 27 janvier, en session ordinaire, pour examiner le projet d'assainissement de la région de la Dombes, dans l'Ain, d'une part, et de la Bresse, d'autre part. Un projet soutenu par les élus d'opposition, le conseil général sera présidé par M. Roland Ruet, (M.D.F.).

La Dombes, plateau magique, pays des mille

Mille étangs mis à l'eau ou mis à sec ?

De notre correspondant

La Dombes, plateau magique, pays des mille étangs, est une région d'Ain qui, au cours des siècles, a été marquée par l'eau.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le projet d'assainissement de la Dombes, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le projet d'assainissement de la Dombes, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

La Dombes, plateau magique, pays des mille étangs, est une région d'Ain qui, au cours des siècles, a été marquée par l'eau.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le projet d'assainissement de la Dombes, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Dans les assemblées régionales

■ AQUITAINE : M. Chaban-Delmas ne se présente pas.

Bordeaux. — Pour la première fois depuis la mise en place des assemblées régionales, M. Jacques Chaban-Delmas ne se présente pas à la présidence du conseil régional d'Aquitaine.

Le conseil régional d'Aquitaine, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le projet d'assainissement de la Dombes, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Poitou-Charentes

Les Amis de l'île de Ré demandent que la population soit consultée avant la construction d'un pont entre l'île et le continent

La construction d'un pont entre l'île de Ré et le continent, projeté depuis longtemps, soulève de vives préoccupations.

Le conseil régional de Poitou-Charentes, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le projet d'assainissement de la Dombes, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le conseil régional de Poitou-Charentes, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le projet d'assainissement de la Dombes, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION DU « PLAN NEIGE »

La mise en œuvre du plan neige, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le projet d'assainissement de la Dombes, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION DU « PLAN NEIGE »

La mise en œuvre du plan neige, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

Le projet d'assainissement de la Dombes, qui vise à améliorer l'hygiène et la santé publique, est un projet ambitieux.

Le conseil général de l'Ain, qui a pour mission de gérer le territoire, se préoccupe de l'avenir de cette région.

INDEX ANALYTIQUE

Le Monde

Reprise de la publication au rythme de 3 à 4 volumes par an.
7 volumes sont actuellement disponibles :
1944-45 - 1946 - 1947 - 1948 - 1966 - 1967.

1944-45

• Événement important qui répond à l'intérêt suscité par les volumes précédents, et au désir par voie de cette œuvre menée à bien, la publication de l'Index Analytique couvrira le terme l'intégralité de la période de parution du "MONDE", de la Libération à nos jours.

• Instrument privilégié de par l'étendue de l'information qu'il apporte.

• L'index Analytique du "MONDE" recense sous la forme d'un dictionnaire, dont les sujets sont classés en une liste alphabétique chronologique.

A paraître en 1980 : 1968 - 1969 - 1970 - 1971 - 1972 - 1973 - 1974 - 1975 - 1976 - 1977 - 1978 - 1979 - 1980

En vente chez : Editions du Monde, 15 rue de la Harpe, 75001 Paris.

ou au journal "Le Monde", 15 rue de la Harpe, 75001 Paris.

Sur votre demande et sans engagement de votre part, nous vous adresserons une documentation complète.

Editions du Monde

ERLBOIES.

8-10, Place de la Mairie, 69330 - St-Julien-du-Sault - tél. 86/63.2157

CARNET

Naissances

— Béryl et Monique PECH, Aurélien et Julien, 4 rue de la République, 41000 Blois.

— Béryl et Monique PECH, Aurélien et Julien, 4 rue de la République, 41000 Blois.

Fiançailles

— M. et Mme Pierre BAZY, 4 rue de la République, 41000 Blois.

Décès

— M. et Mme Pierre BAZY, 4 rue de la République, 41000 Blois.

Anniversaires

— M. et Mme Pierre BAZY, 4 rue de la République, 41000 Blois.

Jusqu'à 3 février inclus

T.J.M. dim. compte 10 à 12 h 30
15 h 30 à 18 h 30

UN LOT DE TAPIS ORIENT ET CHINOIS

SOLDÉ 50 %

IVOIRES, PIERRES DURES

CHENIS & SONS

SALE DE VENTE

15 rue de la République, 41000 Blois

Tél. : 86/63.2157

Le Monde

Les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur le programme nucléaire suscitent de nombreuses réactions

Sous le titre « Pourquoi étacher la vérité sur l'énergie », M. Paul Quilès, député de la Haute-Garonne, président national du P.S., répond dans un article publié samedi 22 mars dans le journal "Le Monde" aux questions posées vendredi par M. Giscard d'Estaing sur l'énergie nucléaire au cours de son discours à l'Assemblée nationale.

« L'engagement de la France dans un programme nucléaire massif, dont le développement prévu est le plus fort au monde, présente des risques évidents et des avantages certains », écrit-il.

« L'absence de pétrole, la substitution au pétrole, écrit M. Quilès, qui pourrait :

- 1° permettre d'obtenir des énergies nouvelles, pour rattraper la production charbonnière en déclinant les économies d'énergie,
- 2° dans ce dernier domaine, des

Une promesse embarrassante

A trois reprises — lors d'un comité interministériel sur les économies d'énergie, en juin 1980, dans un discours prononcé le 17 novembre, à l'Assemblée nationale, le 17 décembre, et sur le chal de l'Etat, et vendredi au cours de l'entretien qu'il a accordé M. Giscard d'Estaing à Europe 1, — le principe d'une réduction des prix de l'électricité de 5 à 6 centimes de kilowatt-heure en basse tension et de

[illegible]

Le retard pris pour son entrée en vigueur est significatif : cette loi, qui de fait doit être appliquée aux consommateurs d'électricité à compter du 1^{er} janvier 1980, Or l'arrêté de son n'est pas encore paru, et l'on se demande comment, à l'heure actuelle, on effectue des coupures de courant en outre si on les arrête, qui introduit une inégalité de traitement des abonnés, ne serait pas annulé par le Conseil d'Etat, qui a déjà annulé les arrêtés de l'EDF, par exemple, agents de l'EDF, par exemple, avantage non négociable — le kilowatt-heure 4 centimes et centimes au sein du support, les autres nombreux à habiter à proximité des centrales, va-t-on le faire passer à l'acte ? Le ministre pour l'électricité qui commentent ? Des Industriels s'étonnent encore et demandent : ils ne pourraient eux aussi bénéficier d'une réduction, mais pour la très haute tension, cela doit.

Consent d'être. Chaque lauréat reçoit un téléphone, un attaché au principe de l'unité de l'ère d'Or, un public.

A l'origine, devant être données les tablatures des communes de la région de 10 kilomètres autour de la centrale. Plus l'aire a été réduite à 5 kilomètres, 100 mètres correspondant à la zone d'urgence préalable de décontamination d'urgence, la zone d'arrêt ne définit ni partie plus de ce « communisme d'urgence » que la zone d'urgence électromagnétique d'une puissance d'un million 600 mégawatts, en plus de la « construction », les privés électro-

La principe, enfin, est curieux, qui revient à restituer une somme variable, proportionnelle à la puissance de la zone de chanton, pour indemniser des dommages.

Une note d'un service du ministère de l'Industrie arrive, en concluant à leur élimination. Les communes de la zone de cette réduction totale. Du côté de l'É.D.F., on estime que chaque commune de la zone d'urgence pour donner bonne cause à un auteur et établir la zone d'urgence électromagnétique destinée que pour l'arrêt sur les récuses reçus de l'É.D.F. et les communes en fait parti. — J. P.

APRÈS UNE NOUVELLE FUITE RADIOACTIVE


**La C.F.D.T. demande la création
d'une commission d'enquête à La Haye**

Une nouvelle fois dans la manifestation qui débute en gare les manifestants ont été dispersés par les CRS. Les manifestants ont été particulièrement des cambrioleurs basés à Paris. Ils ont été dispersés par la direction des armées de la gendarmerie de la région, jadis dirigée par le général de Gaulle. Les manifestants ont été dispersés par les CRS. Les manifestants ont été particulièrement des cambrioleurs basés à Paris. Ils ont été dispersés par la direction des armées de la gendarmerie de la région, jadis dirigée par le général de Gaulle. Les manifestants ont été dispersés par les CRS. Les manifestants ont été particulièrement des cambrioleurs basés à Paris. Ils ont été dispersés par la direction des armées de la gendarmerie de la région, jadis dirigée par le général de Gaulle.

**ELF-AQUITAIN ANNONCE
UNE NOUVELLE DÉCOUVERTE
DE PÉTROLE
DANS LE SUD-OUEST**

El-Aquitaine a annoncé vendredi 18 janvier la découverte d'importantes réserves de pétrole au large de la zone halomée-Bigorre, à 15 kilomètres au nord-est de Tarbes. Le forage n° Jacques a rencontré à 3 200 m de profondeur, un calcaire imprégné d'huile et un premier essai a permis d'obtenir 10 m3 d'huile par jour. Les réserves sont évaluées à la coupe jurassique qui recèle du pétrole dans le gisement de Casteln-Léon.

Jacques saenger.

 **1977**

Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'Administration.

Commission pétrolière n° 57-87.

[illegible]

investissements importants permettraient à la fois de créer des emplois et d'améliorer, beaucoup plus rapidement que ne le fait le nucléaire, notre taux d'indépendance énergétique.

De son côté, M. Michel Rolant, secrétaire confédéral de la C.F.D.T., déclare dans un communiqué : « L'incident de Roubaix »

[illegible]

COMMERCE EXPERIENCE

COMMERCE EXTÉRIEUR

La France a limité à 10 milliards de francs son déficit commercial en 1979

La France a accompli un **performances** en matière de commerce extérieur au cours de l'année 1979. Le niveau moyen de ses exportations l'année dernière a dépassé de 18,9 % celui de 1978. La progression est encore plus forte si l'on compare le premier trimestre 1979 au dernier trimestre 1978 : + 24,3 %. Même en l'an défalcque de ces pourcentages ce qu'ils doivent à la hausse des prix (environ 10 %), on obtient encore des progressions tout à fait exceptionnelles : + 16 % en volume pour l'ensemble de l'année dernière, + 14 % à 15 % pour le dernier trimestre.

[illegible]

Si décembre le déficit de consommation a dépassé (3,5 milliards) le total des réserves, le pays ne peut être considéré comme étant en excédent dans les échanges extérieurs. Les dépenses de biens professionnels (1,5 milliards) ont dépassé les recettes de biens professionnels (2,8 milliards de francs). Ainsi le déficit du commerce extérieur est de 1,3 milliard de francs.

En janvier 1976 le déficit a été un peu inférieur aux prévisions qui étaient de 1,5 milliards de francs. Les dépenses de biens professionnels ont été de 1,4 milliards de francs, les recettes de biens professionnels de 2,7 milliards de francs.

En 1975, les dépenses de biens professionnels ont été de 1,4 milliards de francs, les recettes de biens professionnels de 2,7 milliards de francs.

1) La plus lourde de conséquences est probablement la baisse de la production nationale de biens de consommation par notre économie à court terme sans rapidement l'augmenter. Cette situation entraîne un accroissement des importations de biens de consommation, ce qui entraîne une dégradation de la balance des paiements.

2) La plus lourde de conséquences est probablement la baisse de la production nationale de biens de consommation par notre économie à court terme sans rapidement l'augmenter. Cette situation entraîne un accroissement des importations de biens de consommation, ce qui entraîne une dégradation de la balance des paiements.

3) La plus lourde de conséquences est probablement la baisse de la production nationale de biens de consommation par notre économie à court terme sans rapidement l'augmenter. Cette situation entraîne un accroissement des importations de biens de consommation, ce qui entraîne une dégradation de la balance des paiements.

Sans doute ce déficit : une dizaine de milliards de francs en 1976, 12,5 milliards de francs en 1977, 15,5 milliards de francs en 1978, 17,5 milliards de francs en 1979, 20,5 milliards de francs en 1980, 22,5 milliards de francs en 1981, 25,5 milliards de francs en 1982, 28,5 milliards de francs en 1983, 31,5 milliards de francs en 1984, 34,5 milliards de francs en 1985, 37,5 milliards de francs en 1986, 40,5 milliards de francs en 1987, 43,5 milliards de francs en 1988, 46,5 milliards de francs en 1989, 49,5 milliards de francs en 1990, 52,5 milliards de francs en 1991, 55,5 milliards de francs en 1992, 58,5 milliards de francs en 1993, 61,5 milliards de francs en 1994, 64,5 milliards de francs en 1995, 67,5 milliards de francs en 1996, 70,5 milliards de francs en 1997, 73,5 milliards de francs en 1998, 76,5 milliards de francs en 1999, 79,5 milliards de francs en 2000, 82,5 milliards de francs en 2001, 85,5 milliards de francs en 2002, 88,5 milliards de francs en 2003, 91,5 milliards de francs en 2004, 94,5 milliards de francs en 2005, 97,5 milliards de francs en 2006, 100,5 milliards de francs en 2007, 103,5 milliards de francs en 2008, 106,5 milliards de francs en 2009, 109,5 milliards de francs en 2010, 112,5 milliards de francs en 2011, 115,5 milliards de francs en 2012, 118,5 milliards de francs en 2013, 121,5 milliards de francs en 2014, 124,5 milliards de francs en 2015, 127,5 milliards de francs en 2016, 130,5 milliards de francs en 2017, 133,5 milliards de francs en 2018, 136,5 milliards de francs en 2019, 139,5 milliards de francs en 2020, 142,5 milliards de francs en 2021, 145,5 milliards de francs en 2022, 148,5 milliards de francs en 2023, 151,5 milliards de francs en 2024, 154,5 milliards de francs en 2025, 157,5 milliards de francs en 2026, 160,5 milliards de francs en 2027, 163,5 milliards de francs en 2028, 166,5 milliards de francs en 2029, 169,5 milliards de francs en 2030, 172,5 milliards de francs en 2031, 175,5 milliards de francs en 2032, 178,5 milliards de francs en 2033, 181,5 milliards de francs en 2034, 184,5 milliards de francs en 2035, 187,5 milliards de francs en 2036, 190,5 milliards de francs en 2037, 193,5 milliards de francs en 2038, 196,5 milliards de francs en 2039, 199,5 milliards de francs en 2040, 202,5 milliards de francs en 2041, 205,5 milliards de francs en 2042, 208,5 milliards de francs en 2043, 211,5 milliards de francs en 2044, 214,5 milliards de francs en 2045, 217,5 milliards de francs en 2046, 220,5 milliards de francs en 2047, 223,5 milliards de francs en 2048, 226,5 milliards de francs en 2049, 229,5 milliards de francs en 2050, 232,5 milliards de francs en 2051, 235,5 milliards de francs en 2052, 238,5 milliards de francs en 2053, 241,5 milliards de francs en 2054, 244,5 milliards de francs en 2055, 247,5 milliards de francs en 2056, 250,5 milliards de francs en 2057, 253,5 milliards de francs en 2058, 256,5 milliards de francs en 2059, 259,5 milliards de francs en 2060, 262,5 milliards de francs en 2061, 265,5 milliards de francs en 2062, 268,5 milliards de francs en 2063, 271,5 milliards de francs en 2064, 274,5 milliards de francs en 2065, 277,5 milliards de francs en 2066, 280,5 milliards de francs en 2067, 283,5 milliards de francs en 2068, 286,5 milliards de francs en 2069, 289,5 milliards de francs en 2070, 292,5 milliards de francs en 2071, 295,5 milliards de francs en 2072, 298,5 milliards de francs en 2073, 301,5 milliards de francs en 2074, 304,5 milliards de francs en 2075, 307,5 milliards de francs en 2076, 310,5 milliards de francs en 2077, 313,5 milliards de francs en 2078, 316,5 milliards de francs en 2079, 319,5 milliards de francs en 2080, 322,5 milliards de francs en 2081, 325,5 milliards de francs en 2082, 328,5 milliards de francs en 2083, 331,5 milliards de francs en 2084, 334,5 milliards de francs en 2085, 337,5 milliards de francs en 2086, 340,5 milliards de francs en 2087, 343,5 milliards de francs en 2088, 346,5 milliards de francs en 2089, 349,5 milliards de francs en 2090, 352,5 milliards de francs en 2091, 355,5 milliards de francs en 2092, 358,5 milliards de francs en 2093, 361,5 milliards de francs en 2094, 364,5 milliards de francs en 2095, 367,5 milliards de francs en 2096, 370,5 milliards de francs en 2097, 373,5 milliards de francs en 2098, 376,5 milliards de francs en 2099, 379,5 milliards de francs en 2100.

7

SOCIAL

DIXIÈME SEMAINE DE GRÈVE
AU RESTAURANT DE LA TOUR FIAT
Du rififi dans les cuisines

Elle est fortifiée, avec son visage à la Romy Schneider, ses tresses à la Marline Yudin, ses bottes de cuir souple, l'insouciance d'une jeune fille, l'assurance séductrice d'une femme, elle est belle, délicate, élégante dans son costume de couleur, elle est tout-à-fait, son rond-point de la Défense... Elle décline dans la mégaphone : « Maschinen, maschinen, n'attendez pas le retour d'entreprises, boycottez! Soytez solidaires des autres acheteurs des machines! »

Elle est fortifiée, avec son visage à la Romy Schneider, ses tresses à la Marline Yudin, ses bottes de cuir souple, l'insouciance d'une jeune fille, l'assurance séductrice d'une femme, elle est belle, délicate, élégante dans son costume de couleur, elle est tout-à-fait, son rond-point de la Défense... Elle décline dans la mégaphone : « Maschinen, maschinen, n'attendez pas le retour d'entreprises, boycottez! Soytez solidaires des autres acheteurs des machines! »

Elle est fortifiée, avec son visage à la Romy Schneider, ses tresses à la Marline Yudin, ses bottes de cuir souple, l'insouciance d'une jeune fille, l'assurance séductrice d'une femme, elle est belle, délicate, élégante dans son costume de couleur, elle est tout-à-fait, son rond-point de la Défense... Elle décline dans la mégaphone : « Maschinen, maschinen, n'attendez pas le retour d'entreprises, boycottez! Soytez solidaires des autres acheteurs des machines! »

Les personnels de la tour Fiat — cinq mille cadres et employés en col blanc, appareillés avec des appareils de travail, des ordinateurs, des téléphones, des utilitaires du restaurant — font le plein de leur énergie, de leur motivation, de leur enthousiasme, cette grève les contraindant à se contenter d'un choix limité de produits. Les cinq plus précieuses professions habituées. Et car elles sont les plus utiles, les plus « complètes », ceux qui tiennent la promesse de gauche au bureau de la révolution industrielle, et ont assez des causes perdues et à l'italienne, débarrassés par le C&F de la

Mali, en son sursauts qui en sonne, la direction n'accepte pas de se laisser aller à la « grève à prendre ou à laisser », la grève reprend le 21 novembre. Les cinq plus précieuses professions habituées. Et car elles sont les plus utiles, les plus « complètes », ceux qui tiennent la promesse de gauche au bureau de la révolution industrielle, et ont assez des causes perdues et à l'italienne, débarrassés par le C&F de la

Or voici que des grévistes loin de s'écarter, continuent

[illegible]

Un dépat, une révolte de marionettes : dix colonnaires, une trentaine de comas, plusieurs et femmes de service pour trois mille ouvriers. C'est alors que la norme, dans ce genre de self-service est de quinze cents couverts. Des conditions de travail pénibles, dans un sous-sol truffantement aéré, avec un matériel défectueux de qualité médiocre, provoquant brûlures et secousses électro-

discales avaient organisé, une fois de plus, à l'heure du midi, un buffet campagnard. Jeudi, le débordement la récupération des négociations. En échange, la décision d'ouvrir le restaurant à travail lundi. Mais dans les centaines de bureaux de prestige, les employeurs de la Défense, ont travaillé près de quarante mille personnes, craignant la contagion.

JEAN BENOÎT.

● 1 938 810 *chômeurs en décembre*, selon la C.G.T. — Le 1^{er} janvier, la C.G.T. a publié au sens de la définition du chômage international du travail (C.I.T.) le chiffre de 1 938 810, indique la C.G.T. Pour sa part, le ministère du Travail a fait état de 1 700 000. Demandes d'emploi non satisfaites : en données corrigées des variations saisonnières.

● Les débrayages C.G.T. et C.F.T.M. — Les débrayages s'annoncent. — La C.G.T. a écrit :

● S.N.C.F. : retour progressif à la normale. — Après une semaine de grève, les services des trains de grandes lignes devront recevoir les voyageurs et les lauriers. A l'exception de ceux en direction de Cherbourg (Saint-Laure), où des débrayages pourront encore se produire. Pour le bâtiment public, services hospitaliers, saut à l'appoint, avant l'arrivée des débrayages à Amiens, où plusieurs trains risquent d'être annulés dans la journée.

La C.F.D.T. pour lui proposer une conférence afin de relancer l'activité de la C.F.D.T. Elle avait rassemblé hier soir, dans la réunion du comité confédéral C.G.T., les 25 et 26 janvier, et celle du conseil national C.F.D.T., le 24 et 26 janvier.

...craintes dans la fonction publique s'ouvriront le 22 janvier, a annoncé M. Jacques Dominici, secrétaire d'Etat chargé de ce secteur. Il a annoncé aux syndicats qu'il n'y aura pas d'avisés pour l'amélioration de la situation sociale des agents non titulaires de l'Etat, dont le nombre s'élève à 400 000 environ (sur 600 000 fonctionnaires).

 **VILLARS Suisse**
La station de prestige des Alpes vaudoises
1300 m d'alt. à 20 min. de Montreux.

VILLARS

A VENDRE

dans un grand parc arboré privé, avec environnement protégé,
quelques

APPARTEMENTS

DANS CHALET TYPIQUES

de 5 à 6 appartements seulement,
avec les prestations les plus raffinées.

Vue panoramique inégalable sur la chaîne des Alpes.
Crédit jusqu'à 75% sur 25 ans, intérêts 5%.

Directement du constructeur

IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.

Casa postale 62

CH-1894 VILLARS-sur-OLLON

Tél. (25) 35 31 41 et 35 22 06

Télex 25 259

CONJONCTURE

LA PRÉPARATION DU VIII^e PLAN

Un rapport souligne l'ambiguïté de la politique des pouvoirs publics à l'égard de l'industrie

La commission de l'industrie du VIII^e Plan avait demandé à un groupe de travail présidé par M. Alain Prats, sous-gouverneur de la Banque de France, de dresser un constat sur la situation financière de l'industrie française et sur les relations de celle-ci avec l'Etat. Ce groupe vient de remettre son rapport, qui a été rédigé par M. Alain Bonhill, chargé de mission au Commissariat général du Plan.

Après bien d'autres, ce rapport met l'accent, dans sa première partie, sur l'incertitude de l'évolution de l'investissement industriel en France ces dernières années, non d'abord en 1978, inférieur, non seulement à celui de 1977 (année exceptionnelle, il est vrai), mais aussi à celui de 1976 et inférieur à de près d'un tiers à celui qu'aurait donné une progression comparable à celle de la production industrielle. La situation est d'autant plus préoccupante que la mutation technologique rapide entraîne des dépenses énormes et que les entreprises ont de plus en plus de difficultés à financer ces dépenses, ce qui conduit à une dégradation de la situation financière de l'industrie.

De là à penser que « les conditions dans lesquelles l'industrie aborde la production d'aujourd'hui sont moins bonnes », il n'y a qu'un pas que le groupe de travail franchit aisément. Le constat est fâcheux alors même que les pouvoirs publics assignent à l'industrie un rôle prépondérant et déterminant dans l'effort national, qu'ils encouragent, par exemple, à travers des subventions, des prêts à taux réduits, des exonérations fiscales, etc. Or, la seconde partie du rapport montre que, dans ces conditions, les pouvoirs publics ont, à l'égard de l'industrie, une politique ambiguë.

Nul ne songe à nier l'efficacité de certaines mesures prises ces dernières années, à commencer par la libération des prix industriels, qui n'a pas pu contribuer au redressement des entreprises et à la création des emplois. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

ÉTRANGER LA SEMAINE FINANCIÈRE

En Italie

LE RYTHME ANNUEL D'INFLATION DÉPASSE 20 %

(De notre correspondant.) Rome. — La hausse des prix de détail en Italie a été très forte en décembre : + 1,6 %. Cette augmentation surpasse ainsi la série de trois mauvais résultats : + 2,5 % en septembre, + 2,3 % en octobre, + 1,3 % en novembre. En un an (décembre 1979 comparé à décembre 1978), la hausse atteint 19,5 %, et elle est de 23 % en rythme annuel calculé sur les trois derniers mois.

Ce chiffre traduit un retour en arrière considérable par rapport à 1978, la hausse ayant été inférieure à 12 %. L'Italie retrouve ainsi son niveau d'inflation des années 1970, et les délégués du syndicat des producteurs de biens de consommation ont pu se féliciter de la maîtrise de l'inflation, elle démontre une fois de plus, un record européen et même mondial. Mais, d'un autre côté, la hausse des prix a été quatre fois moins importante qu'en 1978.

La hausse moyenne pour 1979 a été de 14,7 %, soit 3,5 points de plus que l'année précédente, 11,2 %, et + 2,5 % en 1977. En 1978, la hausse a été de 14,7 %, et en 1979, elle a été de 14,7 %. Pour 1980, les perspectives sont optimistes, mais les experts du patronat, la hausse des prix ne devrait pas dépasser 10 %. Il est clair cependant que beaucoup d'industriels, résistent à une absence de politique gouvernementale cohérente. Quant à la carte de l'inflation, elle est la suivante :

En R.F.A.

LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ DIMINUENT

Les gains de productivité sont de plus en plus faibles en R.F.A. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,5 % en décembre, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

Après avoir atteint plus de 5 % en 1978, les gains de productivité ont baissé de 1,5 % en 1979. Cela est dû à une augmentation des coûts de production, qui a entraîné une hausse des prix.

La hausse des prix en Grande-Bretagne a été de 0,7 % en décembre. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis novembre 1978. Par rapport à décembre 1978, la hausse est de 1,7 %, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

La hausse des prix en France a été de 0,7 % en décembre. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis novembre 1978. Par rapport à décembre 1978, la hausse est de 1,7 %, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

La hausse des prix en Allemagne a été de 0,7 % en décembre. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis novembre 1978. Par rapport à décembre 1978, la hausse est de 1,7 %, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

La hausse des prix en Italie a été de 0,7 % en décembre. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis novembre 1978. Par rapport à décembre 1978, la hausse est de 1,7 %, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

La hausse des prix en Espagne a été de 0,7 % en décembre. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis novembre 1978. Par rapport à décembre 1978, la hausse est de 1,7 %, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

La hausse des prix en Grèce a été de 0,7 % en décembre. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis novembre 1978. Par rapport à décembre 1978, la hausse est de 1,7 %, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

La hausse des prix en Portugal a été de 0,7 % en décembre. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis novembre 1978. Par rapport à décembre 1978, la hausse est de 1,7 %, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

La hausse des prix en Irlande a été de 0,7 % en décembre. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis novembre 1978. Par rapport à décembre 1978, la hausse est de 1,7 %, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, mais cela signifie que les gains de productivité sont en baisse.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Bonne tenue du dollar L'or au-dessus de 800 dollars l'once

Un vent de folie a soufflé à nouveau sur les marchés internationaux de l'or, dont le cours qui était resté stable la semaine précédente, a subi une hausse de 600 dollars l'once de 311 g, à 800 dollars, soit 26 000 francs. Cette hausse a été provoquée par une tension internationale et les folles rumeurs qu'elle a fait naître. Le plus grand calme, en revanche, a régné sur les marchés des changes, où la tenue du dollar a été très satisfaisante. La monnaie américaine s'est maintenue à un niveau élevé, ce qui a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Les premières heures de la semaine ont été marquées par une hausse du dollar, qui a été suivie d'une baisse. Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

Le cours du dollar a oscillé autour de 2,25 francs par dollar. Cette stabilité a permis aux banques centrales d'intervenir pour maintenir la stabilité de la monnaie.

LA PRÉPARATION DU VIII^e PLAN

Un rapport souligne l'ambiguïté de la politique des pouvoirs publics à l'égard de l'industrie

La commission de l'industrie du VIII^e Plan avait demandé à un groupe de travail présidé par M. Alain Prats, sous-gouverneur de la Banque de France, de dresser un constat sur la situation financière de l'industrie française et sur les relations de celle-ci avec l'Etat. Ce groupe vient de remettre son rapport, qui a été rédigé par M. Alain Bonhill, chargé de mission au Commissariat général du Plan.

Après bien d'autres, ce rapport met l'accent, dans sa première partie, sur l'incertitude de l'évolution de l'investissement industriel en France ces dernières années, non d'abord en 1978, inférieur, non seulement à celui de 1977 (année exceptionnelle, il est vrai), mais aussi à celui de 1976 et inférieur à de près d'un tiers à celui qu'aurait donné une progression comparable à celle de la production industrielle. La situation est d'autant plus préoccupante que la mutation technologique rapide entraîne des dépenses énormes et que les entreprises ont de plus en plus de difficultés à financer ces dépenses, ce qui conduit à une dégradation de la situation financière de l'industrie.

De là à penser que « les conditions dans lesquelles l'industrie aborde la production d'aujourd'hui sont moins bonnes », il n'y a qu'un pas que le groupe de travail franchit aisément. Le constat est fâcheux alors même que les pouvoirs publics assignent à l'industrie un rôle prépondérant et déterminant dans l'effort national, qu'ils encouragent, par exemple, à travers des subventions, des prêts à taux réduits, des exonérations fiscales, etc. Or, la seconde partie du rapport montre que, dans ces conditions, les pouvoirs publics ont, à l'égard de l'industrie, une politique ambiguë.

Nul ne songe à nier l'efficacité de certaines mesures prises ces dernières années, à commencer par la libération des prix industriels, qui n'a pas pu contribuer au redressement des entreprises et à la création des emplois. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

Le rapport préconise 450 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) à l'Etat de Sao Paulo (Brésil) pour le financement de trois usines hydro-électriques, à savoir : une centrale de 1 200 MW, une de 1 000 MW et une de 800 MW. Mais tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Etat ne peut pas tout faire.

سكزا من الأصلي

NE FINANCIÈRE

ES MARCHÉS DES CHANGES

bonne tenue du dollar
dessus de 800 dollars l'once

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

Les emprunts indexés sur l'or ont récemment enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal. Ainsi le 4 1/2 1975 a gagné 15 % à 10 janv. 1979.

10 janv. 1979	10 janv. 1978
4 1/2 1975	200
4 1/2 1976	175
4 1/2 1977	150
4 1/2 1978	125
4 1/2 1979	100

2 000 F. après 2 100 F. (nouveau record historique), tandis que le coupon mensuel de 194 F. Quant au 7 1/2 1975, il s'est avancé à 1 175 F. (coupon mensuel de 165 F.).

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Le Crédit commercial de France va acquiescer à la majorité du capital de la filiale canadienne de la banque d'investissement.

Orient. Du coup, les résultats des « Pampers Galmari » qui avaient été de 100 millions de francs en 1978, ont été de 150 millions de francs en 1979, soit une progression de 50 %.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 14 AU 19 JANVIER

« Tant qu'il y a de l'argent, il y a de l'espoir »

L'ACTUALITÉ financière internationale est restée largement dominée, cette semaine, par la nouvelle flambée des cours de l'or. Rejetés dans l'ombre, les marchés de valeurs mobilières n'ont pas manqué de bénéficier d'un certain dynamisme. A la Bourse de Paris, les différents indices mesurant l'évolution des valeurs ont certes légèrement baissé (moins de 1 % d'un vendredi à l'autre), mais les cours ont été soutenus par la hausse de 4 % et s'est produit dans une atmosphère relativement sereine... pour ce qui concerne les cours tout au moins.

En effet, à la fin du lundi, les conversations portaient exclusivement sur les tensions internationales, les craintes exprimées sur la situation des indices, qui reproduisent grosso modo leurs niveaux précédents. Mardi, tandis que la maladie du président Tito s'aggravait, la Bourse a été marquée par une certaine nervosité. Mercredi, l'annonce de la mise en état d'alerte militaire, l'indicateur instantané s'ajuste à 0,2 % de la hausse, grâce notamment aux achats de mandats qui ont été considérés par les conjoncturistes de manière quelque peu paradoxale. Le jeudi, l'annonce de la mise en état d'alerte militaire, l'indicateur instantané s'ajuste à 0,2 % de la hausse, grâce notamment aux achats de mandats qui ont été considérés par les conjoncturistes de manière quelque peu paradoxale.

En dépit du recul des cours, la semaine boursière peut donc être qualifiée de « bonne ». Les grèves des cheminots et des postiers sont passées inaperçues sous les colonnes du palais boursier. Et si la situation de l'emploi, qui s'est encore dégradée au cours de la semaine, a été affectée les cours, c'est peut-être qu'elle est considérée par les conjoncturistes des banques comme l'élément principal à payer pour une « restructuration efficace » de l'appareil industriel français. D'ailleurs, l'annonce de la mise en état d'alerte militaire, l'indicateur instantané s'ajuste à 0,2 % de la hausse, grâce notamment aux achats de mandats qui ont été considérés par les conjoncturistes de manière quelque peu paradoxale.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Le secteur des assurances a également enregistré une hausse, avec un léger retard sur l'évolution des cours du métal.

Bourses étrangères

NEW-YORK

La hausse s'est ralentie

Le mouvement de hausse amorcé le samedi précédent à Wall Street s'est poursuivi, à un rythme plus modéré cette semaine. L'indice Dow Jones a gagné 10 points, passant de 2 845,25 à 2 855,25 le 19 janvier. L'activité de la semaine portant sur 214,77 millions d'actions contre 214,02 millions.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

Les valeurs américaines ont bien tenu, mais la baisse du mouvement, immédiatement suivie par les actions d'entreprises et d'entreprises.

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

LES PRINCIPAUX MARCHÉS

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2-1. LES DEUX CRISES EN ASIE CENTRALE

3. ASIE

4. BELGIQUE : la crise politique

5. DIPLOMATIE

6. AFRIQUE

POLITIQUE

7. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

8. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

9. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

10. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

11. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

12. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

13. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

14. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

15. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

16. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

17. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

18. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

19. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

20. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

21. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

22. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

23. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

24. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

25. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

26. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

27. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

28. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

29. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

30. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

31. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

32. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

33. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

34. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

35. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

36. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

37. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

38. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

39. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

40. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

41. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

42. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

43. L'Assemblée de l'Exécutif et délégués des pouvoirs

En Espagne

Le parti nationaliste basque retire ses parlementaires des Cortès

De notre correspondant

Madrid. — Nouvelle avance dans les relations entre le Pays basque et Madrid. Le parti nationaliste basque, la principale formation de la région, a annoncé le vendredi 18 janvier qu'il retirait prochainement ses parlementaires du Parlement espagnol et qu'il réclamait l'autonomie pour le Pays basque. Cette décision a été prise à l'unanimité par le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à San Sebastián.

Parallèlement, le parti a décidé de retirer ses parlementaires des Cortès. Cette décision a été prise à l'unanimité par le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à San Sebastián.

Le « non » de l'U.C.D.

Or le conseil exécutif de l'Union du centre démocratique, le parti de la droite, a refusé de soutenir la proposition du P.N.V. de retirer ses parlementaires des Cortès. Cette décision a été prise à l'unanimité par le conseil exécutif de l'U.C.D., qui s'est réuni à Madrid.

Le parti de M. Adolfo Suárez, affirme qu'il ne peut pas se retirer des Cortès. Cette décision a été prise à l'unanimité par le conseil exécutif de l'U.C.D., qui s'est réuni à Madrid.

CHARLES VANHECKE

Le député du roi Alfonso XIII d'Espagne, mort en exil à Rome en 1941, est arrivé mardi 19 janvier à Madrid. Il a été accueilli par le roi Juan Carlos Ier.

En Corse

Les « collectifs » organisent une manifestation le 26 janvier à Ajaccio

Une manifestation générale a été annoncée pour le samedi 26 janvier prochain, à 15 heures, à Ajaccio, par les « collectifs » de Bastia, Corte et Ajaccio.

Ce rassemblement, auquel se sont joints les « collectifs » de Bastia, Corte et Ajaccio, a pour but de manifester contre la situation politique en Corse.

La manifestation du 26 janvier remplacera la journée de « Jeunesse » qui devait avoir lieu le 25 janvier. Elle sera organisée par les « collectifs » de Bastia, Corte et Ajaccio.

Le conseil exécutif de l'Union du centre démocratique, le parti de la droite, a refusé de soutenir la proposition du P.N.V. de retirer ses parlementaires des Cortès.

LE MONTANT DE L'EMPRUNT D'ÉTAT EST PORTÉ DE 8 A 12,5 MILLIARDS DE FRANCS

En raison de l'importance des dépenses émanant de tous les services de l'État, le montant de l'emprunt d'État, qui sera lancé le 26 janvier, sera porté de 8 à 12,5 milliards de francs.

Pour protester contre la hausse insuffisante de leurs tarifs

LES TAXIS PARISIENS SE METTENT EN GREVE DURANT LE WEEK-END

La grève illimitée des taxis parisiens annoncée pour le samedi 20 janvier, sera suivie de celle des taxis de nuit.

Le triple meurtre de Carqueiranne

Deux personnes ont été entendues par la police

De notre correspondant

Toulon. — Les gendarmes ont repris, samedi matin 19 janvier, leurs recherches pour retrouver le meurtrier de M. Gilles Le Goff, quarante-neuf ans, de sa fille Sandrine, onze ans, et de M. Jacques Carqueiranne, cinquante-neuf ans, tués par balles, vendredi 18 janvier.

Les recherches ont porté sur la région de Carqueiranne, dans le département de la Gironde, où les familles Carqueiranne et Le Goff occupent des maisons voisines. Une première personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une deuxième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une troisième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une quatrième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une cinquième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une sixième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une septième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une huitième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une neuvième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une dixième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Une onzième personne, qui s'est présentée à la gendarmerie pour se plaindre de la mort de sa fille Sandrine, a été entendue par la police.

Au Portugal

LE GOUVERNEMENT SA CARNEIRO OBTIENT LA CONFIANCE DU PARLEMENT

Lausanne (A.F.P.). — Le gouvernement de M. Carlos de Araújo Alencar, dit « Carneiro », a obtenu, le vendredi 18 janvier, la confiance du Parlement portugais.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Lisbonne, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Victime d'un attentat à Paris

M. MOUBARAK EST MORT

Le militant palestinien, victime d'un attentat à Paris, jeudi 17 janvier (le Monde du 18 janvier), M. Youssef Moubarak, vingt-neuf ans, est décédé, vendredi 19 janvier, dans la nuit.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

UN DÉTENU ENVOIE DEUX DE SES PHALANQUES A UN JUGE

Un détenu de la maison d'arrêt de Saint-Paul à Lyon, M. Pierre Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un deuxième détenu, M. Alain Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un troisième détenu, M. Jacques Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un quatrième détenu, M. Gilles Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un cinquième détenu, M. Sandrine Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un sixième détenu, M. Jacques Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un septième détenu, M. Gilles Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un huitième détenu, M. Sandrine Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un neuvième détenu, M. Jacques Carqueiranne, a été entendu par la police.

Un dixième détenu, M. Gilles Carqueiranne, a été entendu par la police.

Chutes de neige abondantes sur Toulouse et sa région

De notre correspondant régional

Toulouse. — Depuis vendredi, de fortes chutes de neige ont couvert la région. Les routes sont difficiles à traverser.

Les services de l'État ont été appelés à intervenir pour dégager les routes.

Les services de l'État ont été appelés à intervenir pour dégager les routes.

Les services de l'État ont été appelés à intervenir pour dégager les routes.

Les services de l'État ont été appelés à intervenir pour dégager les routes.

Les services de l'État ont été appelés à intervenir pour dégager les routes.

LA CRISE

L'opinion appelle le boycott du boycott

En raison de l'importance des dépenses émanant de tous les services de l'État, le montant de l'emprunt d'État, qui sera lancé le 26 janvier, sera porté de 8 à 12,5 milliards de francs.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.

Le conseil d'administration du parti, qui s'est réuni à Paris, a décidé de soutenir le gouvernement de M. Carneiro.